

Le Congo peut devenir un pays phare

mercredi 11 septembre 2019, par [BUSSELEN Tony](#), [MBOKOLO Elikia](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2019).

Les élections congolaises ont eu lieu. Professeur Elikia Mbokolo décrit et analyse les résultats.

Dans nos médias, on peut lire partout que “tout le monde sait” que Tshisekedi n’aurait pas gagné ces élections, et que ce serait en réalité Martin Fayulu qui les aurait remportées. Dans ce but, on s’appuie sur le rapport de la commission épiscopale, la CENCO, qui donne Fayulu gagnant avec 60%. Qu’en pensez-vous ?

Mbokolo : Tout le monde peut dire ce qu’il veut sans avoir de véritables preuves. La démocratie que nous avons tous voulue implique le passage par les urnes. Il y avait dans les bureaux de vote des témoins et des observateurs pour vérifier que tout se passe correctement. La CENI a accompli sa tâche. Au FCC, nous avons affirmé que nous ne discuterions pas les résultats des élections tels que publiés par la CENI. Et ce parce que cette dernière est la seule institution de l’Etat reconnue pour effectuer cette publication.

Quant à la CENCO, elle n’était pas du tout un observateur neutre, bien au contraire ! Dans beaucoup de villages, l’administration publique a plus ou moins disparu. Mais l’église catholique est demeurée présente. C’est même l’institution non étatique la plus présente sur le territoire de la RDC. Les abbés ou les enseignants catholiques y aidaient les gens à voter aux présidentielles en leur faisant écrire le chiffre 44, ce qui est deux fois 4, soit le chiffre de Fayulu.

Ces électeurs ont été trompés. Savaient-ils que l’un des points essentiels de la doctrine libérale du candidat Fayulu et de sa coalition Lamuka consiste à revenir sur le code minier ? Ce code minier nous permet actuellement de monter à un petit pourcentage de l’ordre de 10 % des prix de nos matières premières. Il y a donc des Congolais qui trouvent que c’est trop et qu’il faut revenir à 2 %. C’est absolument scandaleux !

Un autre fait que beaucoup de gens ignorent : lors de la négociation de Genève, suite à laquelle Martin Fayulu a été choisi comme candidat unique, le local qui était à côté de la pièce où cet accord s’est négocié était occupé par les représentants des grandes entreprises canadiennes, nord-américaines et européennes !

Le code minier

Le code minier est un texte de loi qui fixe les droits et les obligations de l’État congolais et des entreprises minières. Le premier code minier, rédigé par des experts de la Banque mondiale, a été établi en 2002 à un moment où la guerre faisait rage au Congo depuis cinq années. Les rapports entre l’État congolais et les entreprises minières étaient alors très inégaux et le code minier de 2002 voulait attirer les grandes entreprises minières par de bas tarifs d’impôts et plusieurs années d’exonération fiscale. Il avait été conclu que ce code minier serait valide jusqu’en 2012, mais la résistance des entreprises minières a fait qu’il a fallu attendre jusque mars 2018 pour qu’un nouveau code minier puisse être voté. Ce nouveau code minier prévoit entre autres une augmentation des taxes sur le cobalt de 2 % à 10 % et 50 % sur les superprofits. Les sept plus

grandes multinationales, qui selon leurs propres dires représentent 85 % de la production minière congolaise, ont fondé la « Mining Promotion Initiative », une organisation qui affirme vouloir empêcher l'application du nouveau code.

Selon vous, comment se fait-il que la CENCO puisse jouer un tel rôle ?

Mbokolo : La RDC est un Etat laïc. Je pense que nous avons commis une erreur en introduisant la CENCO dans les négociations en 2016. Or, un Etat de droit laïc ne peut pas céder face à une institution ouvertement religieuse. Je crois que nous sommes en train de payer cette faute et nous risquons de la payer encore pendant encore très longtemps.

Alors si on veut mettre les casseroles sales sur la table, mettons-les : combien l'Union Européenne a-t-elle donné à la CENCO pour qu'elle organise sa présence sur le terrain ? Combien la CENCO a-t-elle reçu de certaines compagnies pour mener la campagne qu'elle mène actuellement ? Le grand scandale est qu'un Etat souverain ne peut pas organiser des élections qu'il finance lui-même sans qu'il y ait des observateurs externes qui s'arrogent le droit de déclarer qui a gagné et qui a perdu. C'est le néocolonialisme dans sa forme la plus brutale et la plus archaïque ! Une forme associée d'ailleurs aux fameuses sanctions décidées par l'Union européenne. Ces sanctions ont joué un rôle non négligeable dans la défaite d'Emmanuel Ramazani Shadari.

Parlons justement de la défaite du candidat du FCC, Ramazani Shadari. Peut-on conclure qu'il y a eu un vote- sanction contre l'ancien pouvoir ?

Mbokolo : Ces élections sont assez paradoxales. Nous pouvons dire que les présidentielles ont été démenties par les législatives et que les législatives ont été démenties par les présidentielles.

Un pays est interdit d'avoir des élections sans qu'il y ait des externes décidants qui a gagné et qui a perdu.

Cela signifie donc que le candidat du Front commun du Congo (FCC) est arrivé en troisième position parmi les candidats de la présidentielle et les candidats députés du FCC ont la majorité absolue à la Chambre. C'est un cas de figure assez rare. Quand on voit déjà les réactions de l'Union européenne et des Etats-Unis suscitées par l'élection de Tshisekedi, on se dit que si notre candidat Ramazani Shadari l'avait emporté, certains de nos voisins auraient fait appel à la CENCO et à quelques autres afin de pousser le pays vers une sorte de guerre civile. Et si Shadari avait gagné la présidentielle et qu'en plus, l'opposition avait gagné les législatives, on serait allé vers un coup de force juridico-constitutionnel. Cela aussi aurait pu générer un incident grave.

Finalement, pour nous c'est une défaite aux présidentielles. Cependant, c'est un moindre mal parce que cela va permettre aussi de rééquilibrer le régime.

Parlons maintenant de l'élection en elle-même. Je pense que nous avons mené une campagne trop rationnelle en quelque sorte. Le FCC était bien organisé. Nous avons un programme que je considère toujours comme bien conçu. Et nous avons cru que les électeurs congolais prêteraient une grande attention à ce programme ainsi qu'à nos arguments.

Or nos adversaires, eux, ont fait une campagne à partir des tripes. Leur mot d'ordre, c'était « L'Etat de droit ». Pourtant, Kabila venait justement de respecter les règles de cet Etat de droit. Cela impliquait donc : pas de troisième mandat ainsi que des élections transparentes. Nous avons en outre ajouté un argument de poids : les élections sont financées de bout en bout avec les ressources de l'Etat congolais. La campagne de nos adversaires, c'était aussi « Le changement » et le changement vis-à-vis d'une histoire relativement longue. Ils ont en effet établi un lien de continuité

entre l'histoire de la Deuxième République (sous Mobutu, ndlr) et l'histoire de cette République-ci (depuis 1997, ndlr). Nous n'avons pas suffisamment argumenté contre ce lien.

Nos adversaires ont donc avancé les arguments du retour à la démocratie, du changement immédiat, des nouveaux hommes etc. Nous n'avons pas suffisamment argumenté face à cela.

Un des maux de la politique congolaise est que les gens se lancent dans la politique d'abord pour être élu.

Nous avons sans aucun doute manqué d'agressivité parce qu'en face de nous les hommes nouveaux ne l'étaient pas tant. Certains d'entre eux sont entrés sur la scène politique avant l'arrivée de Shadari. Donc ces deux choses prises ensemble expliquent la défaite de notre candidat. A cela s'ajoute le matraquage de nos ennemis à l'intérieur : je pense en particulier à la CENCO, qui sortait totalement de son rôle.

Mais il y a aussi le travail de nos candidats sur le terrain. Evoquons les candidats députés qui parlaient au peuple dans des langues du pays avec des exemples très concrets. Le fait que nous ayons remporté la majorité absolue à la Chambre des députés est très remarquable.

Il y a des signes que ces élections n'ont pas vraiment donné l'occasion d'un renouvellement de la classe politique congolaise. Il y a par exemple des jeunes cadres du PPRD qui ont battu campagne et qui ensuite ont dû laisser la place à des anciens caciques. Le risque n'existe-t-il pas qu'un nombre important de parlementaires reprennent leur liberté et se positionnent de la façon la plus avantageuse pour eux-mêmes ? Et cela ne pourrait-il pas entraîner la dissolution de cette majorité du FCC ?

Mbokolo : Le risque existe pour l'ensemble des trois grandes composantes. En effet, une partie de la classe politique congolaise est assez volatile. Ces gens peuvent se dire qu'il faut rester prudent de manière à pouvoir être récupérés par le nouveau président, au cas où il aurait besoin d'une majorité législative.

Pour ce qui est des jeunes du PPRD, mon impression est que la machine électorale du FCC était certainement la plus organisée sur le plan des structures. En revanche sur le plan des moyens d'action sur le terrain, le FCC était relativement limité pour les législatives. Les candidats députés allaient un peu avec leurs propres ressources. Raison pour laquelle ce sont des anciens, ceux qui étaient déjà des députés qui avaient des moyens, des voitures, des calicots, peut-être l'accès à des chaînes de radio etc. qui souvent ne parlaient pas du FCC, mais parlaient d'eux pour qu'on les élise eux. On retrouve là l'un des maux de la politique congolaise : les gens se lancent dans la politique non pas pour des idées, encore moins pour une idéologie, mais d'abord pour être élu. Parce qu'être élu, c'est le seul métier à peu près rentable financièrement. Donc, quand on fait de la politique, sur deux ou trois mandats on a réuni un capital financier suffisamment important pour être autonome et un capital social également important pour être parachuté dans les fauteuils d'une société d'Etat par exemple.

Il faut maintenant voir quels compromis l'on peut retenir. Une cohabitation contradictoire à la française peut nous conduire dans une impasse et dans toutes sortes d'aventures, notamment des aventures tribalistes ou régionalistes dangereuses. En tout cas, hier, j'ai vu à Limete que la victoire de Tshisekedi ne doit pas seulement être attribuée à l'héritage de son père et à la lutte de l'UDPS, [1] mais aussi à ses propres positionnements. On peut mentionner sa courageuse dénonciation de l'accord de Genève. En outre, avant les élections, il a rendu hommage à Joseph Kabila. C'est une manière de se situer dans la continuité du rassemblement que le président congolais a voulu mettre en place durant ses années au pouvoir.

Justement, le Président Kabila a appelé dans son discours d'adieu à la formation d'une « coalition progressiste contre les forces prédatrices qui se sont liguées pour s'accaparer nos ressources naturelles sans contrepartie pour nos enfants et nos petits-enfants ». Quelle serait le contenu politique d'une telle coalition ?

Mbokolo. Il y avait trois idées clés dans le programme du FCC. Primo, un changement important au plan social. Secundo, une politique économique qui doit amener le Congo en une génération au niveau d'un pays émergent. Et troisièmement, la volonté de contrôler au maximum nos ressources naturelles.

Cela peut être le point de départ d'une plateforme, évidemment provisoire puisque chaque parti a son histoire et son idéologie. Cette coalition nous permettrait d'échapper à la fois aux injonctions des impérialismes occidentaux et à celles de la droite catholique et cléricale. Elle ouvrirait clairement la porte à une politique moderne, démocratique et sociale au Congo. Je pense que beaucoup de nos camarades du FCC sont prêts à se battre pour qu'on ne nous vole pas la victoire législative et pour qu'on ne foule pas totalement aux pieds l'héritage du président Kabila défendu dans le programme de Ramazani Shadari.

Concrètement, au plan social, nous voudrions arriver au bout de cinq ans à faire en sorte que chaque citoyen congolais ait un revenu qui ne soit pas en deçà du seuil minimum de 499 dollars. Cela permettrait un prélèvement de cotisations sociales et le financement d'un système de solidarité face à la maladie, à la mort, à la pauvreté et aux risques de la vie. Ce sont des choses très concrètes qui figurent dans notre programme et qui manquent dans celui de Tshisekedi. Peut-être ses conseillers auront-ils l'intelligence de jeter un coup d'œil sur le nôtre.

Il faut aussi sortir progressivement de l'économie de la rente agricole et de la rente minière pour entrer progressivement dans une autre configuration. D'autres pays avant nous ont déjà pris ce cap. Evidemment, je pense à la Chine, même si elle n'est pas la seule.

Est-ce un programme réaliste pour le nouveau mandat sous la présidence de Tshisekedi ?

Mbokolo : Le Congo est capable de sortir de la posture néocoloniale plus ou moins subie pour adopter une posture de fierté, de souveraineté et d'ambition. Cette posture peut être une chance si nous arrivons à créer des plateformes qui permettent aux deux ou trois groupes politiques les plus importants de ne pas perdre l'essentiel de leur identité tout en se mettant ensemble autour de certains points précis.

Le Congo sera sauvé par le travail de ses enfants soutenus par un gouvernement nationaliste fort.

Il se murmure que le FCC doit faire son mea culpa et penser à se restructurer. Peut-être peut-on imaginer une coalition assez solide autour des principes figurant dans la charte du FCC. C'est visiblement une charte de gauche. Mais il faut que cette gauche soit congolaise. Cela signifie que notre patrimoine de luttes, de déceptions et de massacres subis soit tel que nous devons nous imprégner de l'idée que nous avons tous les atouts pour gagner les futures élections. Il faut combiner ce que Tshisekedi et ses partisans ont fait cette fois-ci avec un langage rationnel, clair et laïque.

Le Congo ne sera pas sauvé par la chance ou par la grâce de Dieu. Il sera sauvé par le travail de ses enfants soutenus par un gouvernement nationaliste fort. Ce gouvernement doit bénéficier d'une légitimité suffisamment grande pour pouvoir aller de l'avant et s'opposer aux tentatives de mainmise étrangère.

Si nous prenons notre courage à deux mains et si Tshisekedi et ses alliés de demain mettent en œuvre cette politique sur les cinq années qui viennent, on verra que le Congo aura pris un tournant essentiel. Il redeviendra un peu ce que le Ghana, le Congo sous Patrice Lumumba et la Tanzanie de Julius Nyerere ont été à une certaine époque : des pays phares de l'indépendance et de la solidarité africaines ainsi que des exemples à suivre sur tout notre continent.

Nous avons mis à la porte le représentant de l'Union européenne parce que nous avons trouvé absolument intolérable qu'un pays ou un groupe de pays prenne des sanctions contre un Etat et ses dirigeants comme on en prendrait contre des élèves de l'école primaire. Cela ne se fait pas dans les relations entre Etats.

Mais peut-être n'avons-nous pas suffisamment congolisé et africanisé tous les concepts de classes sociales, de lutte des classes, etc. Il y a un important travail à faire dans les mentalités. Nous expliquons par exemple à nos amis du Kasai aujourd'hui que ce n'est pas parce que Félix Tshisekedi est devenu président de la République que l'économie du Kasai va par miracle bondir vers le ciel et que les Kasaiens vont bénéficier d'un statut social différent de celui des autres Congolais.

Cette campagne-là est vraiment importante. Je crois que nous avons aussi intérêt à nous solidariser avec les autres gauches, africaines, européennes et latino-américaines. Sans oublier les quelques autres grands partis étrangers qui peuvent être solidaires avec notre combat.

Tony Busselen
Elikia Mbokolo

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Lava Media

<https://lavamedia.be/fr/le-congo-peut-devenir-un-pays-phare-de-lindependance-africaine/>

Notes

[1] UDPS est le plus ancien parti de l'opposition en RDC. Il a été fondé en 1982 par des membres du parti mobutiste, entre autres par Etienne Tshisekedi, père de Felix Tshisekedi. Depuis lors il est resté dans l'opposition aussi après la chute de Mobutu sous père et fils Kabila, souvent en alliance avec des anciens partis ou mouvements mobutistes. L'UDPS appartient à l'internationale des partis sociaux démocrates.